

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 149 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2876 - Prix : 1€

**Le droit au logement,
un vain mot pour les
prolétaires sous le
régime capitaliste**

Page 4

**G20 : les BRICS et
l'impérialisme**

Page 6

**Préparatifs de guerre:
bruits de bottes et
illusions pacifistes**

Page 7

**SPL Estival : les
travailleurs en sursis**

Page 9

Afrique

**Dehors les troupes
françaises !**

Page 10

Mayotte

**Les soignants à bout
de nerfs**

Page 11

**Drame des migrants
Dirigeants
européens et
extrême droite,
une même
politique
criminelle**



Migrants : dirigeants européens et extrême droite, une même politique criminelle

« Alerte maximale ! », « Urgence ! », entend-on du côté des dirigeants européens. Et qu'est-ce qui les affole ainsi ? La guerre en Ukraine et l'exacerbation des rivalités internationales ? Le réchauffement climatique ? L'inflation qui aggrave partout la misère et le chaos économique ?

Non ! Les dirigeants européens sont affolés par l'arrivée de 11 000 migrants sur l'île de Lampedusa. Ils ne sont pas seulement ridicules, ils sont abjects.

S'il faut s'affoler, ce n'est pas de l'arrivée de quelques milliers de personnes dans une Union européenne qui en compte près de 450 millions. Ces femmes et ces hommes deviendront des travailleurs et prendront place à nos côtés sur les chaînes de montage et les chantiers, dans les cuisines des restaurants, les services de gardiennage ou de nettoyage.

Ce qui est affolant, par contre, c'est l'irresponsabilité de ceux qui nous gouvernent. Les maîtres du monde, c'est-à-dire les chefs des États les plus puissants et la grande bourgeoisie financière, commerciale et industrielle, sont incapables de diriger correctement la société.

Ils sont incapables d'assurer le minimum vital aux huit milliards d'êtres humains sur la planète. Ils sont incapables d'assurer la paix entre les peuples. Incapables ne serait-ce que de préserver l'existant, puisque, du fait de la sécheresse, des inondations ou des guerres, de plus en plus de régions dans le monde deviennent inhabitables.

Leur système n'est que pillage, accumulation et gâchis insensé, auxquels s'ajoutent mille et une persécutions. Et le problème viendrait des plus démunis qui tentent d'échapper à leur sort ?

Avec l'afflux de femmes et d'hommes venus de l'autre côté de la Méditerranée, les classes dirigeantes sont rattrapées par les inégalités et la misère qu'elles ont fabriquées. Et nous n'en sommes qu'au début, car le nombre de déplacés ne cesse de croître à l'échelle du monde.

Alors, il faut que les travailleurs, dont nombre sont issus de l'immigration, aient leur propre politique vis-à-vis des migrants. Cette politique doit consister à accueillir ces futurs travailleurs dans le camp des exploités. Ils en font partie et leur avenir est de se joindre aux luttes que tous les travailleurs ont à mener contre l'exploitation.

La politique européenne de fermeture des frontières est criminelle. Son résultat le plus notable est d'avoir transformé la Méditerranée en cimetière marin. Quant à l'extrême droite et à ses promesses de fermer complètement les frontières pour avoir une immigration zéro, elles sont un cinéma méprisable.

En Italie, la présidente du Conseil d'extrême droite, Meloni, s'est fait élire en promettant un blocus naval contre les migrants. Elle allait s'occuper elle-même des frontières de son pays, expliquait-elle dans un discours identique à celui de Le Pen. Mais Lampedusa est toujours à 170 kilomètres de la Tunisie, et les embarcations clandestines continuent d'arriver, parce que, tant qu'il y aura toutes ces souffrances dans le monde, des femmes et des hommes prendront le risque de mourir dans l'espoir d'une vie meilleure.

Il y a, de la part de tous les dirigeants de ce monde, un mépris mêlé de haine profonde pour les plus pauvres, qui n'ont que leurs muscles et leur cerveau pour survivre. Quand bien même les capitalistes ont besoin de travailleurs étrangers, et c'est vrai dans toute l'UE, leurs politiciens continuent leur démagogie et rendent la vie des immigrés plus difficile, aussi bien pour ceux récemment arrivés que pour ceux installés de longue date.

On le voit aujourd'hui avec Darmanin et sa loi immigration en préparation. Celui-ci est bien obligé de reconnaître que le patronat a besoin de travailleurs immigrés. Et de fait, combien d'hôpitaux pourraient tourner sans les soignants étrangers ? Combien de restaurants et d'hôtels ? Et où en seraient les travaux des JO de 2024 sans les travailleurs sans papiers ? Mais, par ailleurs, Darmanin veut apparaître plus anti-immigrés que Le Pen. Alors, il refuse de régulariser les travailleurs sans papiers et continuera de leur pourrir la vie en reprenant les slogans chers à l'extrême droite.

La classe dirigeante est incapable de gérer correctement la société, mais elle est passée maître dans l'art de nous diviser. Ne tombons pas dans le piège de la division ! Ne nous laissons pas opposer à d'autres travailleurs, encore plus pauvres que nous ! Contre cet ordre mondial de plus en plus barbare et la classe capitaliste qui le domine, nous sommes tous du même côté de la barricade. À chacun d'entre nous d'en être conscient.

Nathalie ARTHAUD

Inflation : les voleurs à la rescousse de leurs victimes ?

Une des causes principales de l'inflation est l'accroissement considérable des marges des grands groupes. Pourtant, on voit leurs dirigeants parader dans les médias pour jouer aux sauveurs des consommateurs.

« C'est notre rôle d'accompagner les Français et on a renforcé les actions anti-inflation » affirmait très récemment le PDG de Système U. Comme si la poignée de groupes qui domine la grande distribution en France n'avait pas profité de l'inflation en augmentant très fortement les prix des marques distributeur, justement celles sur lesquels les consommateurs se sont rabattus parce

qu'elles étaient relativement moins chères.

Le même jour, Patrick Pouyanné, PDG de Total, jouait au protecteur des automobilistes en annonçant que son groupe maintiendrait des prix de vente des carburants inférieurs à 2 euros au-delà du 31 décembre. Comme si Total ne faisait pas des marges faramineuses sur la vente des carburants.

En réalité, dans la plupart des secteurs de l'économie quelques grands groupes se partagent le marché et peuvent s'entendre pour mener une politique commune de prix élevés qui leur apporte des bénéfices exceptionnels. La fameuse

« concurrence libre et non faussée » n'existe pas dans ces secteurs dominés par ce type d'entente. Ce qu'on appelle « prix de marché », ce sont des prix de monopole imposés par ces trusts à toute la société.

Le ministre de l'économie Bruno Le Maire a applaudi à la dernière annonce de Pouyanné. Cela montre que le gouvernement est totalement complice des trusts. Seul les travailleurs, à commencer par ceux qui sont exploités par ces grands groupes, pourraient faire vraiment la lumière sur leur parasitisme.

Quelques chiffres significatifs attestant de la chute du pouvoir d'achat des travailleurs à La Réunion

L'IEDOM (l'équivalent de la Banque de France à La Réunion) avait déjà constaté un recul de 2,7 % des paiements par carte au 1er trimestre 2023 par rapport à la même période de 2022. Cette tendance s'est accentuée au 2ème trimestre de cette année avec une nouvelle chute de 4,6 %.

Les importations agroalimentaires ont diminué de 8,5 % au 2ème trimestre 2023, les ventes de véhicules de 5,6 %, les mises en chantiers BTP de 4,5 % et la commande publique de 28,9 %.

Oui la spéculation des capitalistes fait des ravages dans les dépenses des ménages et du secteur public.

Et ce ne sont pas les discours d'intention de Macron « pour faire baisser les prix » qui y

changeront quelques chose... mais la colère des travailleurs et leurs actions pour imposer au patronat la satisfaction de leurs besoins essentiels !



PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 23 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DU CHAUDRON
DIMANCHE 24 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-ANDRÉ
VENDREDI 29 SEPTEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 21 OCTOBRE de 8H30 à 10H00**

Un quart de la population réunionnaise privé du savoir minimum !

La dernière étude menée par l'INSEE sur l'ampleur de l'illettrisme à La Réunion remonte à 2011.

Il en ressort que 34 % des candidats au RSMA sont illettrés et que 23 % des adultes âgés de 18 à 65 ans auraient perdu l'usage de la lecture, de l'écriture et des mathématiques (contre 7 % dans l'hexagone).

Si ces chiffres montrent quelque chose, c'est bien l'état d'abandon et

de dépendance dans lequel survit une grande partie de la population réunionnaise.

Scolarité interrompue ou bâclée, absence de formation professionnelle, absence de maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul élémentaire, alternance de chômage et de contrats précaires et mal payés, horizon fermé à vie.

Voilà la belle réussite dont

peuvent se targuer tous les gouvernements qui se sont succédé depuis la soi disante « départementalisation » des quatre colonies françaises des Antilles et de l'Océan indien en 1946. Quel gâchis social ! C'est cela la société capitaliste !

Le droit au logement, un vain mot pour les prolétaires sous le régime capitaliste

Alors que la demande de construction de logements explose à La Réunion et dépasse cette année le chiffre de 40 000, le chiffre des constructions s'effondre depuis deux ans. Il avait déjà baissé de 8,4 % d'avril 2021 à 2022, il a à nouveau

baissé entre avril 2022 et mars 2023 de 9,6 %, tombant à seulement 7140.

Les raisons de cette hécatombe sont multiples, mais ont toutes un rapport avec le fonctionnement de la société capitaliste et la priorité qu'elle donne à la réalisation du maximum

de profits dans tous les secteurs économiques. Le bâtiment n'y échappe pas.

La spéculation sur les matériaux de production au niveau international a ainsi fait son œuvre, intégralement répercutée sur le prix de vente par les capitalistes locaux importateurs de ces matériaux. Les spéculateurs immobiliers font la fine bouche pour placer leurs capitaux dans le secteur de la construction au prétexte de la fin de vie de la loi de défiscalisation Pinel dans les DOM. Et de toute façon les propriétaires de logements profitent du nombre insuffisant de logements libres pour faire grimper leurs prix chaque année toujours plus haut.

Rien d'étonnant à tout cela, même si cette situation est socialement inacceptable, car c'est la loi du capitalisme. Pour mettre fin à la pénurie de logements et à leurs prix extravagants, il n'y aura pas d'autre choix que d'exproprier les capitalistes et placer la construction de logements sous le contrôle des travailleurs.



L'argent, lui, ne tombe pas du ciel !

Macron, très à cheval sur le respect de la laïcité dans les écoles, ira cependant accueillir le pape lors de sa prochaine venue à Marseille. Il assistera même à la messe donnée par celui-ci.

Mais il n'est pas le seul à se précipiter auprès de « sa sainteté ». Voilà

ce que la presse nous apprend que le PDG de la CGM CMA, Rodolphe Saadé est un des principaux financeurs du séjour papal dans cette cité méridionale. Il faut dire qu'il en a les moyens, car en multipliant le prix de ses containers par dix pendant la période du Covid, il a encaissé 25

milliards d'euros de profits rien qu'en 2022.

Aux yeux de ces gens-là la bénédiction papale vaut bien quelques simagrées et une obole...

La crise du capitalisme est mondiale

Combien de fois n'a-t-on pas entendu les représentants du gouvernement, de passage dans l'île, et du patronat local vanter la résistance de l'économie réunionnaise face aux différentes crises qui se sont succédé ces dernières années (Covid – Ukraine) ?

Mais si l'État a fait marcher la planche à billets pour permettre au patronat de passer ces crises sans trop de dégâts, il demande aujourd'hui aux entreprises qu'il a soutenues de lui rembourser à présent l'argent prêté.

À cela s'ajoute la mévente de certains produits comme l'habillement et les fermetures d'entreprises qui en découlent ou leur rachat par d'autres avec des centaines de licenciements à la clé dans l'hexagone (chez Camaieu, Kookaï, Pimkie, Princesse Tam Tam, Kaporal, Go Sport, etc).

Épargnés jusqu'à présent par cette succession de liquidations, les concessions réunionnaises de ces grands groupes sont à présent menacées et donc leurs employés au premier chef.

Il y a peu, le magasin d'habits pour enfants Verbaudet a ainsi fermé ses portes dans la zone Andropolis de Saint-André, privant ainsi d'emplois plusieurs vendeuses. La presse réunionnaise évoque aujourd'hui le risque que d'autres magasins de confection mettent la clé sous la porte dans les mois qui viennent.

La hausse générale des prix des produits de première nécessité a eu



pour effet une contraction des achats alimentaires à La Réunion et de façon encore plus marquée des produits de luxe (joaillerie, parfums) et des automobiles.

En temps de crise, les possesseurs de capitaux n'hésitent pas à se délester de leurs participations dans les entreprises moins rentables pour les placer dans d'autres où la rentabilité financière sera, espèrent-ils, au rendez-vous.

Mais ceux qui paient la note, ce sont les travailleurs qui se retrouvent à la rue, avec des revenus en chute libre.

Dans la société capitaliste, les travailleurs sont à la merci du moindre retournement de conjoncture, des calculs sordides des patrons et des actionnaires. Les représentants de l'État qui se comportent en complices de ces derniers, sont tout juste bons à balader les victimes de promesses en plans de sauvegarde de l'emploi (en fait de licenciements) pour mieux les endormir.

Alors le seul remède définitif pour mettre fin à la menace de chuter dans la misère c'est, pour les prolétaires, de mettre à bas ce système de course folle au profit capitaliste !

Quand les pollueurs s'habillent de vert...

Le major du pétrole français Total s'est rebaptisé récemment Total énergies. Faisant partie des principaux responsables de la pollution terrestre et du réchauffement climatique qui en découle, Total tente de s'afficher aujourd'hui comme une entreprise responsable et soucieuse du respect de l'environnement.

Ainsi sur son site, Total déclare sans complexe s'engager « pour le développement des énergies renouve-

lables et l'accélération de la transition énergétique».

Peu importe aux capitalistes de ce groupe pétrolier les sources d'énergie pourvu qu'elles leur apporte profits et dividendes en plus grande quantité !

Total n'a pas pour autant renoncé à polluer la planète avec son pétrole. Il vient récemment de lancer des études de développement d'un grand projet pétrolier de 9 milliards d'euros et de 200 000 barils/jour au large du

Surinam (pays frontalier de la Guyane française). Il fait aussi partie du groupe des trois compagnies pétrolières qui vont exploiter les gigantesques gisements de gaz au large du Mozambique.

Les capitalistes, avec leurs milliards et l'aide de l'État, ne connaissent ni frontières, ni limites dans l'exploitation des ressources naturelles et des populations.

À bas l'impérialisme !

Restos du Coeur : les pièces jaunes de Bernard Arnault

Suite à l'appel à l'aide des Restaurants du Coeur, Bernard Arnault, l'homme le plus riche du monde, a versé une aide de 10 millions d'euros : une goutte d'eau dans l'océan de sa fortune !

Cela représente en effet 0,005 % de sa richesse. C'est aussi vingt fois moins que ce qu'il a donné pour la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame. Cela ne l'a pas empêché de faire étalage de ce don dans les médias, car leur charité n'a de sens que si elle est connue de tous !

Une partie des journalistes a tenu à signaler que ce don n'allait pas être défiscalisé. Pour une fois... En effet, la Cour des comptes a épinglé Arnault pour les réductions d'impôts obtenues grâce aux dons de sa fondation Louis Vuitton, représentant plus de 518 millions d'euros sur onze années !

Clou de cette opération de communication, Arnault a envoyé deux de ses fils aux Restaurants du Coeur

DONNER (CHICHEMENT) D'UNE MAIN ET ...



pour signer le chèque : il faut croire que le stylo était très lourd ! La cérémonie s'est tenue en grande pompe, devant 40 caméras de télévision, en compagnie de la ministre des Solidarités et des familles, Aurore Bergé.

Cette dernière a remercié le gé-

néreux donateur et sa famille « pour leur soutien exceptionnel » et a fustigé ceux qui osent penser que 10 millions, c'est peu pour un coup de pub de cette ampleur.

G20 : les BRICS et l'impérialisme

Lors du dernier sommet du G20, les pays membres des BRICS ont réaffirmé une certaine indépendance vis-à-vis des États-Unis. La déclaration finale de ce sommet ne dénonce pas explicitement l'invasion militaire de l'Ukraine par la Russie. Le président brésilien Lula, qui doit accueillir le prochain sommet du G20, s'est même dit prêt à y accueillir Poutine malgré le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale.

Ces déclarations des présidents indien ou brésilien montrent que les dirigeants des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), et d'autres pays comme l'Indonésie ou l'Arabie saoudite, rechignent à s'aligner derrière les États-Unis et les autres puissances impérialistes. Ils s'appuient pour cela sur les sentiments de leurs propres peuples, qui subissent depuis des lustres la domination impérialiste.

Mais, contrairement aux espoirs

répandus parmi les classes populaires de ces pays et même parmi une fraction des travailleurs en France, les BRICS ne représentent pas une force homogène capable de s'opposer à la tutelle et au pillage des grandes puissances. En refusant de se mettre au garde-à-vous derrière les États-Unis, les dirigeants de ces pays défendent d'abord les intérêts de leurs propres classes privilégiées, pour qu'elles trouvent une meilleure place dans une économie capitaliste de plus en plus féroce.

Ces dirigeants rééditent en quelque sorte le Mouvement des non-alignés, lancé à Bandung en 1955 par l'Indonésien Soekarno qui tentaient alors de limiter le pillage qu'ils subissaient et refusaient de s'aligner sur les États-Unis ou l'Union soviétique.

Aujourd'hui, l'Inde et la Chine sont en rivalité pour jouer le rôle d'atelier du monde, prêtes l'une

comme l'autre à livrer leurs prolétaires à la pire exploitation des industriels occidentaux et de leurs sous-traitants locaux. Elles sont presque en guerre pour se disputer une frontière dans l'Himalaya. En Inde, l'ultra-nationaliste Modi, reçu en grande pompe par Macron le 14 juillet dernier après avoir acheté les Rafale de Dassault, est en train de creuser des fossés de sang entre hindous, musulmans et autres religions, pour faire oublier les causes de la misère et mieux asseoir son pouvoir. Quant à Lula, il a prouvé, pendant toutes les années passées au pouvoir, qu'il était un très bon serviteur du patronat brésilien, respectueux des intérêts de l'impérialisme.

Dans les pays des BRICS comme dans les métropoles impérialistes, il n'y a pas de sauveur suprême : les opprimés ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour changer leur sort.

Préparatifs de guerre : bruits de bottes et illusions pacifistes

Les risques d'une escalade guerrière et d'un embrasement général ont de quoi susciter bien des inquiétudes. Les puissances impérialistes, dont la France, continuent d'armer l'Ukraine et de se servir de sa population comme chair à canon contre la Russie. Elles se préparent à étendre la guerre. La croissance exponentielle des budgets militaires et la répétition de manœuvres militaires spectaculaires le démontrent.

Face à cela, en France, les dirigeants de gauche n'ont rien à dire sinon alimenter l'illusion que la paix pourrait venir d'en haut. Début juillet, Fabien Roussel du PCF demandait à Macron de « faire grandir la pression politique et diplomatique en faveur d'une solution rapide au conflit en Ukraine ». Jean-Luc Mélenchon écrivait quant à lui, le 19 août : « La Russie doit sortir d'Ukraine sans conditions. Et, dans ce cadre chacun des deux pays doit avoir ses garanties de sécurité pour la suite. » Ces propos reviennent à demander à la diplomatie internationale et à des gouvernements au ser-

vice des capitalistes comme celui de Macron de se soucier de protéger les populations de la guerre.

Pourtant, comment ne pas voir, dans toutes les guerres actuelles, la politique des pays impérialistes et la préoccupation de protéger, non la paix, mais leurs profits, le pillage des richesses, l'accès au pétrole, au gaz, etc.

Se battre pour la paix impliquerait au moins de désigner les vrais fauteurs de guerre et le système capitaliste qui engendre les conflits. Et de commencer par accuser la bourgeoisie française, son État, son passé colonial, son présent d'exploitation, ses troupes stationnées un peu partout dans le monde, sa position de marchand d'armes, les 473 milliards pour l'armée passés comme une lettre à la poste au Parlement.

La guerre est, à un moment ou un autre, inévitable dans le système capitaliste, une conséquence de la course au profit et de la crise économique. Il faut affirmer que la lutte contre la guerre est inséparable de la lutte pour se débarrasser du capita-

lisme, c'est-à-dire de la lutte révolutionnaire. Ne pas le faire, c'est poser un bandeau sur les yeux des travailleurs et leur attacher les mains. C'est, finalement, comme l'histoire l'a montré par deux fois, lors des précédentes guerres mondiales, se préparer à trahir leur camp et à soutenir son propre impérialisme, dès que les hostilités seront déclenchées.



Armement nucléaire : dissuasion, propagande et barbarie

Dans la surenchère des budgets militaires actuels, la politique nucléaire française n'est pas en reste puisqu'il s'agit d'augmenter son budget de 13 %, au minimum, pour la période 2024-2030.

Les crédits militaires absorbés par le nucléaire auront ainsi presque doublé, passant de 3,5 milliards en 2009 à 5,6 milliards en 2023, pour atteindre plus de 7 milliards d'euros d'ici la fin du quinquennat de Macron. Au nom de la paix dans le monde, bien sûr, les armes nucléaires sont donc développées de plus en plus, comme si ces armes dites « dissuasives » pouvaient empêcher les guerres. Faut-il rappeler que les premiers et les seuls à avoir utilisé l'arme nucléaire sont les États-Unis, cette fameuse grande démocratie protectrice de la liberté dans le monde ?

Par ailleurs, le non recours aux

armes nucléaires n'a jamais empêché les conflits, y compris entre des pays sans arme nucléaire et d'autres qui la détiennent, comme lors de la guerre de Kippour opposant l'Égypte, la Syrie et d'autres États arabes à Israël en 1973, ou encore de la guerre des Malouines entre l'Argentine et la Grande-Bretagne en 1982.

Un mensonge a été largement diffusé auprès des populations d'Europe de l'Ouest selon lequel le monde serait en paix depuis 1945. En réalité, les conflits militaires n'ont jamais cessé, au point d'avoir fait plus de 50 millions de victimes par le biais d'armes dites « conventionnelles » depuis cette date !

Dès lors, personne ne peut prétendre sérieusement qu'une technologie, nucléaire ou « conventionnelle », représente un salut, ni même un simple répit, face au chaos dans le-

quel nous précipitent les dirigeants du monde actuel. Sinon c'est croire que les gouvernants de ce monde peuvent faire passer l'intérêt des populations avant l'intérêt des fauteurs de guerre, des capitalistes et de leurs profits. Croire au Père Noël est plus réaliste.



Travailleurs sans papiers : régularisation sans condition !

Une trentaine de parlementaires de nuances diverses, macronistes, centristes, écologistes, PS et PCF, ont signé mardi 12 septembre une tribune pour la régularisation de certains travailleurs sans papiers.

Des centaines de milliers de sans-papiers sont employés dans le bâtiment, la restauration, le soin à la personne, des secteurs qui ne pourraient pas fonctionner sans eux. De nombreux autres, présents sur le territoire, ne demanderaient qu'à être embauchés. Mais la loi interdit aux demandeurs d'asile de travailler.

Cependant, ce sont tous les travailleurs sans papiers qui devraient être régularisés, immédiatement et sans condition. C'est une nécessité pour eux et pour toute la classe ouvrière, pour la défense de son unité et de sa dignité. Heureusement, les sans-papiers n'ont pas attendu la bienveillance de parlementaires pour exiger leurs droits. Pourtant il n'est même pas certain que cette tribune les aide dans ce combat tant elle est pleine de calculs politiques.

La tribune limite la régularisation aux secteurs dits en tension, c'est-à-dire à ceux où les salaires sont bas, les conditions de travail dures et la



précarité généralisée. Le projet se borne à proposer de purger le marché du travail de situations tellement absurdes qu'elles en deviennent contre-productives pour les exploités eux-mêmes. C'est tellement vrai que Véran, le porte-parole du gouvernement, l'a aussitôt approuvé.

Ensuite, il s'agit d'une ouverture du PS, du PCF et d'EELV à l'usage de Macron. Ce dernier, à la recherche d'une majorité, ne dédaignerait pas le soutien des députés et sénateurs de gauche. Or le gouvernement doit proposer prochainement une loi sur l'immigration supposée contenir un volet régularisation. La tribune offre par avance une caution à ce volet sans se prononcer sur l'autre, qui

comprend un attirail de mesures policières et xénophobes rédigé pour complaire à l'extrême droite.

Enfin, le texte ressemble à une manœuvre politicienne. Le trio PS-EELV-PCF apparaît comme raisonnable et capable d'obtenir des avancées alors que LFI, qui dénonce les limites du texte, passe pour maximaliste et inutile.

Au-delà de ces minables tribulations politiques, il reste que les millions de travailleurs qui émigrent à la recherche d'une vie meilleure doivent être accueillis comme des frères par ceux qui sont déjà là et avoir les mêmes droits, dans tous les domaines.

Barbouze : au service (secret) de LVMH

L'ex-dirigeant du renseignement intérieur (DCRI devenu DGSI), Bernard Squarcini, va être jugé par le tribunal de Paris, principalement pour avoir aidé illégalement Bernard Arnault, patron multimilliardaire du groupe de luxe LVMH.

Il est accusé, entre autres, alors qu'il dirigeait la DCRI, d'avoir mobilisé illégalement en 2008 pas moins d'une dizaine d'agents secrets pour retrouver qui faisait chanter Arnault. Ayant été écarté de la DCRI en 2012 par le président Hollande, qui le trouvait trop proche de Sarkozy, il a alors créé une agence qui travaillait principalement pour... LVMH.

Deux magistrats financiers lui reprochent d'être alors parti de la DCRI avec presque 400 documents classés « confidentiel défense », dont

une partie a été retrouvée dans son bureau à... LVMH. Elles l'accusent aussi d'avoir utilisé son réseau de connaissances au sein de la police pour obtenir des renseignements sur une plainte déposée par le groupe Hermès contre LVMH. Squarcini se serait procuré des informations de la même manière sur le journal Fakir et son fondateur, François Ruffin, actuellement député LFI, qui réalisaient alors un documentaire sur Arnault.

Cette affaire est révélatrice des relations fusionnelles entre l'appareil d'État et les dirigeants des grands groupes capitalistes. D'ailleurs, Squarcini ne sera pas le seul sur le banc des accusés puisque figureront aussi un préfet, des responsables de la police, un magistrat, etc.

Et surtout, LVMH n'est pas le

seul trust à utiliser ces pratiques et à recycler des hommes issus de l'appareil d'État. Ikea France a été condamné en 2021 pour avoir fliqué ses salariés en ayant recours à une société fondée par un ancien dirigeant des renseignements généraux, qui avait accès aux informations d'un fichier central de la police, supposé confidentiel.

Squarcini finira peut-être en prison, mais les principaux responsables de cette affaire, les dirigeants de LVMH, ne seront pas inquiétés. Ils ont en effet signé en 2021 un accord avec le tribunal de Paris qui a abandonné toute poursuite contre eux en échange d'une amende de dix millions d'euros : une paille !

SPL Estival : les travailleurs en sursis

Plombée par une dette de 2,9 millions d'euros, le réseau de transport de l'Est, la SPL Estival, a été mis en redressement judiciaire depuis le 30 août. D'ici le 25 octobre, date d'un nouveau passage devant le juge, la direction doit mettre en place son plan de redressement pour assainir l'entreprise pillée par son ex PDG peu scrupuleux, Ludovic Alamélou, qui menait grand train avec l'argent public.

Mais comme souvent dans pareil cas, ce sont les travailleurs qui risquent de payer cher à cause du choix et du laxisme des élus de la Cirest, en particulier de son président, le maire de Saint-Benoît Patrice Selly et du maire de Bras-Panon auprès de qui Alamélou siégeait en tant que conseiller municipal, qui font mine de découvrir l'individu et ses margouilles.

Même si pour l'instant, aucun licenciement n'est annoncé, la nouvelle directrice qui a pris le volant de la société de transport, n'exclue pas une baisse de l'effectif et/ou une proposition de participation des cinq communes de l'Est au capital de la

société.

Cette éventualité n'enchant pas les maires ou d'autres élus au sein de la Cirest, à l'instar d'une élue de la majorité de Salazie qui déplore que sa « petite commune n'a eu ni embauches ni ouvertures de lignes, ni amélioration du service, mais il faudrait qu'on paie pour réparer les erreurs commises par d'autres ».

Cette affaire est aussi l'occasion pour les opposants à Selly au sein de la Cirest de régler leurs comptes, comme le maire de Saint-André Joé Bédier, vice-président en charge du transport qui convoitait le poste de la présidence de la Cirest que Selly n'a jamais voulu lâcher, et qui a porté plainte auprès du procureur pour détournement de fonds et complicité en mettant en cause Alamélou et Selly.

Tous ces élus, sont surtout préoccupés à satisfaire les créanciers et par leur place et leur carrière. Ils n'ont que faire du sort des 147 travailleurs qui pourraient perdre pour certains leur emploi ou voir leurs conditions de travail et de salaires dégradées.

Les travailleurs de la SPL Estival, qui ont été les premiers à lancer

l'alerte sur la situation de l'entreprise et sur sa gestion désastreuse en mars 2023, ne peuvent faire confiance à tous ces margouillins ni même en la justice, mais doivent compter sur leurs propres forces et leur détermination collective pour ne pas se retrouver sur le bord du chemin.

Et tout le temps que les travailleurs n'exerceront pas un réel contrôle sur les comptes des entreprises et surtout ne prendront pas les commandes de la société, nous risquons tous d'aller droit dans le mur.



Élevage LeO de Salazie : un directeur abdicque, bon débarras !

Ce jeudi 21 octobre une réunion s'est tenue à l'initiative du directeur et des représentantes des héritiers de l'élevage LeO de Salazie (le patron étant décédé récemment), en présence des élus CGTR du CSE et quelques salariés.

L'objet de la réunion était de faire le point sur la situation économique de l'entreprise, mais aussi sur les entorses au respect du principe d'à travail égal salaire égal, sur les discriminations répétées à l'encontre des syndiqués et militant(e)s du syndicat et sur les droits d'alerte lancés par les représentants ouvriers de l'entreprise en CSE concernant plusieurs manquements graves et

répétés de la direction en matière de pollution des poulaillers à cage par l'amiante, de travail en hauteur sans sécurité, de travail sur les installations électriques sans habilitation, de travail au noir lors des opérations de « réforme et transfert » (retrait pour abattage des vieilles poules pondeuses et leur remplacement par de nouvelles), de travail hebdomadaire sans un seul jour de repos, etc.

Les deux représentantes des héritiers ont semblé découvrir la situation et se sont montrées déçues.

Mais le directeur, bien que faisant partie des principaux responsables

des dérives dans la gestion de l'entreprise et des dénis systématiques et répétés des droits des travailleurs, a, dans un premier temps, refusé de rendre des comptes, puis s'est énervé en accusant une militante ouvrière de le harceler (!) pour finir par annoncer sa démission !

Cette annonce a fait pouffer de rire les travailleurs présents et soulagé toutes celles et tous ceux qui ont eu à subir son mépris et son autoritarisme pendant des années.

Un sentiment de revanche bien mérité et une belle bouffée d'oxygène avant de reprendre... le combat !

Les travailleurs de Derichebourg manifestent à nouveau leur mécontentement

Après deux grèves en avril et juin pour exiger de leur direction qu'elle leur fournisse des camions de ramassage respectant les normes de sécurité, la situation n'a pas changé. Les chauffeurs rieurs de Derichebourg ont donc décidé de se faire entendre de leur employeur et de la Casud en manifestant à nouveau à une trentaine lundi 11 septembre devant la sous-préfecture de Saint-Pierre soutenu par une délégation d'habitants des villes de Saint-Philippe et Saint-Joseph.

À cette occasion, un délégué CG-TR de Derichebourg a déclaré : « C'est un vrai danger pour tout le monde. Les camions ne sont pas réparés. L'employeur est négligent, ce qui a déjà causé plus d'une vingtaine



d'accidents de travail », ajoutant que sur une équipe de quarante personnes, « près des trois-quarts sont en arrêt maladie. » (Le JIR du 12 9 2023)

Oui, dans cette société, le danger

permanent, ce sont les capitalistes pour qui les profits passent avant la vie des travailleurs et le respect de l'environnement.

DANS LE MONDE

AFRIQUE

Dehors les troupes françaises !

Dans sa lettre du 7 septembre aux partis politiques, Macron promet un débat parlementaire sur la présence de la France en Afrique dès l'automne. Mais ce n'est ni au gouvernement, ni aux parlementaires français de décider du sort des populations africaines !

Macron se réjouit qu'après leur rencontre à Saint-Denis « l'échange sur l'Afrique a permis de revenir sur la situation dans plusieurs pays, en particulier au Sahel, de présenter le nouveau partenariat avec ce continent [sic] », et ajoute : « Le principe d'un débat parlementaire [à ce sujet] a été acté ». Ni lui ni même aucun des dirigeants politiques désireux de se démarquer sur d'autres sujets, ne montre de désaccord sur la présence actuelle de troupes françaises en Afrique et, plus largement, sur la politique impérialiste de la France au

Niger, au Gabon ou ailleurs. Macron peut donc jouer au grand démocrate en leur proposant une discussion par-



lementaire à ce sujet !

Jusqu'à présent et à de rares exceptions historiques près, les parlementaires français n'ont fait qu'approuver toutes les basses œuvres, les putschs et les pillages opérés par la France en Afrique, et ce quelle que soit la couleur de la présidence de la République. Aujourd'hui, les représentants des partis politiques en France veulent se montrer responsables à l'égard de leur bourgeoisie, faisant comme s'il était normal de décider de la vie des populations, et de les soumettre aux intérêts du capitalisme français.

Sur la présence des troupes impérialistes chez elles, les populations nigérienne, gabonaise et des autres pays d'Afrique concernés ont déjà donné leur avis, et il n'y a rien à y ajouter : dehors les troupes françaises !

Les pauvres paient le prix fort

Le bilan du tremblement de terre survenu vendredi 8 septembre est tragique : sans doute près de 5000 morts, des villages entiers quasiment rasés, 300 000 personnes sont sans logis et dans un dénuement total.

C'est aussi, et avant tout, le bilan de la misère et de l'abandon par les pouvoirs publics des populations vivant dans cette zone.

Dans la ville de Marrakech, c'est la médina (la « ville ancienne ») qui a été la plus touchée, et en particulier le quartier populaire du Mellah. Les habitations qui étaient censées être « réhabilitées » se sont fissurées et effritées comme les autres lors du tremblement de terre, démontrant surtout la corruption et la gabegie.

Les villages de montagne des provinces d'Al Haouz, de Taroudant et de Chichaoua ont été encore plus

duement touchés. Les maisons anciennes en pierres sèches ou en briques de terre crue se sont littéralement effondrées sur leurs occupants. Mais, là encore, ce drame est avant tout le résultat de la pauvreté et de la marginalisation de ces régions.

Les risques de séisme sont bien connus au Maroc. Mais, dans ces villages, les habitants doivent se débrouiller comme ils le peuvent pour construire les habitations nécessaires, se contentant souvent d'ajouter un nouvel étage au-dessus de la maison ancienne, ce qui a contribué à la fragiliser.

Enfin, alors que la rapidité des secours est fondamentale dans ce type de catastrophe, ceux-ci ont été considérablement ralentis par le manque de routes et l'état déplorable

de celles qui existent. Finalement, comme d'habitude, les habitants n'ont pu compter pour les premiers secours que sur eux-mêmes et sur la solidarité massive des Marocains des régions épargnées et de la diaspora.

En 2004, une catastrophe similaire avait touché la région d'Al Hoceïma, dans le Rif, elle aussi montagneuse et pauvre. La gestion de la crise, lente et inefficace, avait donné lieu à des manifestations de colère des sinistrés, qui avaient alors défié le régime. C'est tout ce qu'il mérite, aujourd'hui encore, lui qui déploie des moyens sophistiqués et ultramodernes pour surveiller et réprimer la population mais n'en met qu'une infime partie au service des sinistrés.

MAYOTTE

Les soignants à bout de nerfs

Vendredi 15 septembre, les étudiants de l'école d'infirmiers de Mayotte, leurs enseignants et le personnel du CHM ont débrayé et exercé leur droit de retrait suite au caillassage d'un bus du CHM transportant les étudiants et les soignants, au cours duquel une étudiante en soins infirmiers a été blessée. Le personnel de santé a manifesté son ras-le-bol de ces conditions de travail et d'étude déplorables (certains doivent se lever à 3h00 du matin pour prendre le transport et rentrent chez eux à 21h30, voire plus tard) devant le CHM puis s'est rendu en barge à Petite Terre pour rencontrer le préfet, Thierry Suquet.

La rencontre avec la délégation préfectorale a tourné court, de l'aveu même du préfet qui, dans un communiqué, a annoncé qu'après « une déclaration liminaire, la majorité des

représentants du personnel du CHM ont quitté la table des discussions ». Selon le délégué syndical de la CFDT, le préfet « *ne savait plus quoi faire pour nous* » (Mayotte première du 19 septembre).

Quelques escortes ont été mises en place le mardi suivant. Mais le jour même, à Mtsapéré, un autre bus a été caillassé.

Conséquences de ces agressions à répétition qui aggravent une situation insoutenable à cause du manque d'eau, les consultations externes au CHM ne sont plus assurées, les CMR (dispensaires) sont fermés jusqu'à nouvel ordre.

Pendant que des travailleurs et des futurs travailleurs risquent leur vie en allant travailler et se démènent comme ils peuvent pour soigner la population dans des conditions révoltantes, Macron et toute une clique

de patrons font semblant de s'intéresser au sort du monde en mangeant dans de la vaisselle dorée en compagnie du roi d'Angleterre à Versailles.



Le gouvernement ne se mouille pas trop

Lundi 18 septembre 600 000 litres d'eau en bouteille ont été embarqués à La Réunion sur un bateau affrété par l'État à destination de Mayotte. Ce convoi singulier fait suite à la déclaration du ministre délégué à l'Outremer Philippe Vigier lors de sa visite sur place, de « distribuer 2 litres d'eau par jour » aux populations les plus fragiles, c'est-à-dire les personnes âgées, les femmes enceintes, les enfants, les malades. Cette opération qui serait renouvelée toutes les trois semaines fait l'affaire des capitalistes qui produisent l'eau en bouteille, en l'occurrence de Edena-Bagatelle et Australine.

Le ministre relayé à Mayotte par le « préfet en charge de la crise de l'eau » (ça existe !) Gilles Cantal, ne tiennent déjà pas leurs engagements car 600 000 litres d'eau pour 50 000 personnes fragiles recensées par l'ARS équivalent à moins de 60 centilitres d'eau par personne et par jour, soit bien en deçà des 2 litres promis !

Quant au reste de la population de

l'île (estimée à 310 000) , elle n'a pas d'autre choix que d'utiliser l'eau du robinet, quand il y en a, impropre à la consommationmais qui est facturée toujours comme eau potable par la SMAE (Société Mahoraise des Eaux) !

L'eau qui coule au robinet est tellement sale que l'ARS préconise de la laisser couler longtemps et de la faire bouillir avant d'être consommée.

Mais ceux qui sont pauvres, qui n'ont même pas l'eau courante chez eux, qui remplissent leurs bassines ou leurs bidons aux citernes communales et qui ne peuvent pas faire bouillir l'eau car le prix de la bouteille de gaz est excessif, la consomment au risque de se rendre malades.

L'ARS et le CHU constatent, en effet, un nombre croissant de cas de gastro-entérite et autres maladies de peau. Et la situation risque de s'aggraver car le préfet de Mayotte a annoncé des « tours d'eau » plus

restrictifs, toutes les 48 heures sur l'ensemble du département.

Cette situation désastreuse est la conséquence de l'incurie et du mépris de l'État français qui a laissé Mayotte dans cet état de sous-développement.

En 2011, année de la départementalisation de Mayotte, Marie-Luce Penchard, alors ministre de l'Outremer de Sarkozy déclarait que « les évolutions nécessaires pour le développement économique de Mayotte devront se faire sur une période allant de 20 à 25 ans à partir de 2012 ».

12 ans plus tard, ce développement se fait toujours... au compte-goutte !



Réservez dès maintenant vos places auprès de nos camarades !

Visiter le site
<https://www.lutte-ouvriere.org/>

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282